

Communiqué de presse des syndicats nationaux CGT, SUD, FO Insee

L'information économique et sociale régionale et locale et le réseau régional de l'Insee menacés par la réforme territoriale Journée de mobilisation le 30 juin

La fusion des régions va impacter le réseau actuel régional de l'Insee. Actuellement organisé en 22 directions régionales métropolitaines et 4 régions Dominiennes, l'Insee a pour missions principales la construction et diffusion de statistiques et études aux niveaux nationaux et territoriaux.

Les études et statistiques de contour « régional » (au sens découpage officiel) constituent un peu moins de la moitié des études réalisées avec des partenaires institutionnels localement. Plus de la moitié sont donc réalisées avec les départements, communautés de communes, agences d'urbanisme etc.

Les actuelles « directions régionales » des 9 régions fusionnées perdront au 1^{er} janvier 2016 le statut de direction régionale. Mais la direction veut également couper leurs moyens en supprimant certains services et en diminuant drastiquement d'autres :

- Les services d'études et de diffusion seraient purement et simplement supprimés. Si l'Insee annonce que leurs missions seraient assurées par la direction régionale « absorbante », cela paraît peu probable puisque les effectifs n'y seront pas transférés.
- Les services de gestion des ressources humaines seraient également gravement amputés.

Les directions régionales de l'Insee ont, comme le reste de la fonction publique, déjà vu fondre leurs effectifs depuis dix ans (- 25%) et se retrouveraient à nouveau affaiblies, victimes via la réforme territoriale de la totalité des baisses d'effectifs prévues pour l'Insee dans les années à venir.

Les conséquences en terme d'information économique et sociale publique au service des citoyens et institutions locales seront évidentes. Le risque est avéré de ne pas pouvoir répondre aux demandes provenant de territoires trop éloignés des directions régionales. De plus, la réorientation des études Insee régionales vers des réponses aux niveaux régionaux de l'administration fait craindre une proximité grandissante vis-à-vis des préfets de région. Or l'Insee, indépendant du pouvoir des préfets, verrait cette indépendance remise en cause si la préfecture est un partenaire trop exclusif.

La Direction de l'Insee revoit à la baisse ses priorités sur les statistiques régionales. Elles étaient consultables sur le site officiel de l'Insee ici : <http://www.insee.fr/fr/regions/>, sur l'onglet « régions » que la direction va supprimer, rendant ces statistiques et études moins visibles.

Les conséquences de ces suppressions de postes seront indubitablement préjudiciables aux agents de l'Insee, sommés de trouver d'autres postes, voire de déménager : en effet la direction de l'Insee a annoncé qu'aucune mobilité ne serait obligatoire, mais n'a offert aucune garantie sur la possibilité de retrouver un poste au sein de l'établissement régional Insee d'origine des agents.

La même réforme est par ailleurs prévue, hors réforme territoriale, en Antilles-Guyane où l'Insee va réduire son service d'études en le regroupant sur un seul site en Guadeloupe, dépossédant ainsi la Guyane et la Martinique d'une vraie action régionale.

Contre ces menaces sur l'information économique et sociale régionale et locale et les personnels qui les réalisent, une journée de mobilisation aura lieu le 30 juin avec des rassemblements dans les régions, et en région parisienne.

Paris, le 29 juin 2015

Contacts nationaux :

CGT : France-Line Mary-Portas 06 67 93 17 10

Sud Solidaires : Roselyne Jourdan 06 73 70 31 51

FO : Marie-Josée Defrance : 06 79 55 21 31